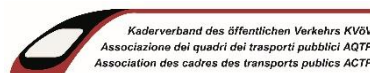


Berne, le 29 avril 2022

L'Association des cadres des transports publics est surprise de voir jusqu'où les CFF veulent aller dans les mesures d'économie relatives au personnel, annoncées le 29 avril. Les conséquences de la pandémie de Corona sur les transports publics et en particulier sur les CFF sont connues et incontestées, tout comme les attentes de la Confédération concernant la nécessité de réduire l'endettement des CFF. Malgré tout, nous sommes d'avis que les mesures d'économie envisagées sur le dos des collaborateurs des CFF sont inacceptables sous cette forme, notamment en vue de la hausse de l'inflation. Nous allons analyser les mesures des CFF avec les associations partenaires et élaborer de meilleures propositions.



Gewerkschaft des Verkehrspersonals
 Syndicat du personnel des transports
 Sindacato del personale dei trasporti



Des mesures d'économies inacceptables sur le dos des employés des CFF

Les CFF ont présenté ce vendredi 29 avril leurs intentions d'économies sur le dos du personnel des CFF et de CFF Cargo aux partenaires sociaux. L'entreprise veut baisser le pouvoir d'achat de l'ensemble des employés et fragiliser le statut des plus de 50 ans – un « no-go » absolu sous cette forme. Elle fait donc porter aux employés les conséquences de la crise sanitaire alors que le personnel a été en permanence au front.

Pour la Communauté de négociations (CN) des représentants du personnel des CFF, composée du SEV, du VSLF, de transfair et de l'Association des cadres des transports publics ACTP, ces annonces sont inacceptables. Responsable de la CN, la vice-présidente du SEV Valérie Solano ne mâche pas ses mots: « Après plus de deux ans de pandémie, les CFF envoient un signal particulièrement mauvais à leurs employés qui ont œuvré sans relâche pendant la crise sanitaire pour garantir la qualité et le bon fonctionnement du service public. Les mesures présentées sont inadmissibles, en particulier pour les plus de 50 ans.

Actuellement, les plus de 50 ans qui ont au moins 10 ans de service qui ne peuvent plus travailler pour des raisons de santé ont droit à une invalidité professionnelle jusqu'au départ à la retraite. Cette protection est fondamentale car dans une branche où on connaît des professions de monopole, il est difficile de se réinsérer en cas d'incapacité professionnelle. Les CFF veulent simplement supprimer l'invalidité professionnelle ! L'entreprise met ainsi en situation précaire les employés les plus vulnérables. Ceci est d'autant plus grave que les CFF sont considérés comme une entreprise modèle à l'heure actuelle dans ce domaine.»

Les CFF s'attaquent aussi aux cotisations-risques payées à la Caisse de pension. Actuellement, l'entreprise paie $\frac{3}{4}$ de ces cotisations, contre $\frac{1}{4}$ pour le personnel. Elle demande désormais une participation paritaire ce qui se traduirait par une ponction supplémentaire d'environ 0,4% du salaire brut. Les CFF veulent aussi augmenter la participation du personnel aux coûts de maladie. « L'entreprise juge légitime de s'en prendre au pouvoir d'achat du personnel alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Le CEO Vincent Ducrot, dans une vidéo aux employé-e-s, a parlé de conditions trop généreuses. Le chef du personnel Markus Jordi a indiqué aux partenaires sociaux qu'il avait conscience que les mesures d'économies sont un coup porté au porte-monnaie du personnel. Il y a deux mois à peine, l'entreprise relevait pourtant lors de la présentation des comptes 2021 toute l'importance de ses employés comme ressource inestimable dans sa stratégie 2030. Ce double discours ne passe pas auprès des travailleurs et travailleuses de l'entreprise », poursuit le SEV au nom de la CN.

Durant les jours à venir, les organisations du personnel vont consulter leurs instances pour déterminer la suite à donner à ces attaques inacceptables.